

éléments pour une analyse

portugal



de l'antifascisme à l'affrontement de classes

documents rouge & noir 7

avant-propos

Cette brochure a été rédigée par une délégation qui a séjourné au Portugal au mois de Juillet dernier. Elle a eu des échanges de vue et des discussions avec des travailleurs des secteurs nationalisés et coopératifs ainsi qu'avec des responsables d'organisations politiques. Sur la base de ces confrontations et de l'examen de différents documents (documentation française, L'AUTRE COMBAT publié aux éditions Spartacus, publications portugaises etc. ...), les rédacteurs ont essayé de dégager les principaux éléments de la situation pour permettre au lecteur de suivre et d'interpréter le déroulement des événements. Il n'ont pas voulu entrer dans les détails de la conjoncture et faire des prédictions toujours hasardeuses dans l'état d'instabilité où se trouve le Portugal. Cependant, depuis que nous avons mis sous presse, les événements se sont précipités. Aussi éprouvons nous le besoin d'ajouter un bref commentaire.

+
+ +

Le 25 Novembre la "gauche militaire" s'est rendue face à "130 commandos" et une trentaine de chars de l'École Pratique de Cavalerie de Santarem. Depuis le 6^o gouvernement s'active à remettre de "l'ordre dans le pays". Le PCP est occupé, plus que jamais, à de sordides marchandages pour se faire reconnaître par Melo Antunes, Azevedo et le PS. A l'extrême gauche c'est la débacle. Les masses paraissent paralysées. Les menaces des modérés et de la droite se font de plus en plus précises.

C'est l'aboutissement de la politique de subordination et de manipulation des Commissions de travailleurs et des Commissions d'habitants par où s'est exprimée l'autonomie ouvrière. Du PS au F.U.R et aux maoïstes, au lieu d'œuvrer pour la transformation révolutionnaire des Commissions, le PS a combattu pour les soumettre à la légalité gouvernementale, le PCF au Parti, la gauche au MFA ainsi que les organisations d'extrême gauche à s'en faire des fiefs particuliers.

Pour le moment, la Révolution portugaise peut être inscrite au tableau déjà impressionnant des victimes de la confiscation partidaire.

L'ÉCONOMIE PORTUGAISE

1) AVANT LES ANNÉES 60

Le Portugal vivait pour une bonne part dans un stade de capitalisme arriéré. Ses ressources économiques reposaient sur l'exportation des denrées agricoles, sur l'exploitation des richesses des colonies et sur les rentrées de devises des travailleurs émigrés.

Vu le faible développement de l'industrialisation, le prolétariat était numériquement faible. Les bases sociales de l'Etat fasciste étaient constituées par une classe paysanne au rôle économique prépondérant mais arriérée politiquement et très influencée par l'idéologie réactionnaire de l'Eglise. Le régime garantissait les intérêts des grands propriétaires terriens du Sud et d'une grande bourgeoisie commerciale et financière, liée au capitalisme international et peu soucieuse d'initiative en matière industrielle.

2) A PARTIR DES ANNÉES 60

A partir du début des années 60, on assiste à une entrée massive des capitaux étrangers qui renforcent les liens du Portugal avec l'Europe. Les investisseurs sont attirés par le faible coût de la main-d'œuvre et par sa docilité sous un régime à poigne.

Cette pénétration de capitaux provoque une certaine expansion industrielle, accompagnée de bouleversements dans la structure économique et sociale du Portugal, entraînant la dissolution accélérée des rapports de production archaïques et la mise en place de rapports de production capitalistes avancés. De plus, aux difficultés propres au Portugal en tant que secteur faible du capitalisme, viennent s'ajouter les effets de la crise mondiale.

L'économie du Portugal se présente alors au début de la décennie 1970 sous le double signe essentiel et significatif d'un développement important en pourcentage et en valeur absolue du nombre des travailleurs de l'industrie et d'une diminution très nette du nombre de ceux qui sont occupés dans l'agriculture. Ainsi l'agriculture, la sylviculture et la pêche n'employaient plus en 1971 que 31,8 % de la population active contre 48,4 % en 1950. Les travailleurs, dont l'exode vers l'étranger s'amplifie, sont en majeure partie des paysans. La population active augmente très peu de 1960 à 1971, de 56 000 seulement. Les proportions pour l'industrie passent de 24,9 % en 1950 à 37,2 % en 1970.

Cette évolution était encore soulignée par le fait que le secteur des services connaît lui aussi un essor presque aussi important. Les services représentaient en 1971 32 % de la population active contre 26,7 % en 1950.

Pour employer le langage des économistes, on constate dans ces statistiques un transfert important du secteur primaire vers les secteurs secondaire et tertiaire. Cette inversion de la tendance de la structure de la population active s'accompagne d'une progression de la production industrielle et d'une stagnation, voire d'une régression, de la production agricole. Ce qui n'est pas le cas dans tous les pays (1). Mais l'agriculture portugaise est caractérisée par une faible productivité et des méthodes de production et de gestion archaïques. Ce qui explique qu'à l'heure actuelle le Portugal doit importer 50 % des produits alimentaires qu'il consomme.

Par conséquent, tant par le nombre des travailleurs employés dans les secteurs secondaire et tertiaire que par le développement industriel — de 908 millions de dollars en 1960 la production industrielle est passée à 2 203 millions de dollars en 1971, et pour leur part les industries métallurgiques ont quintuplé leur production pendant la même période — le Portugal n'est plus exactement un pays typiquement sous-développé. En tout cas, il est bien loin

(1) Ainsi la diminution du nombre des travailleurs de la terre aux Etats-Unis n'a pas entraîné, au contraire, le développement de la production agricole.

d'être comparable à ce que sont à l'heure actuelle en général les pays du Tiers-Monde, ou ce qu'étaient la Russie en 1917 et la Yougoslavie en 1945, par exemple. Il faut comprendre les particularités de la situation économique portugaise en 1975, au lieu de raisonner par analogie.

Les deux traits caractéristiques de la situation économique portugaise sont la disparité et les formes de dépendance.

En ce qui concerne le premier trait, il ne s'agit pas seulement de disparité entre le secteur agricole et le secteur industriel dans leur totalité, mais de disparité à l'intérieur même de deux secteurs. A l'opposition entre la petite propriété familiale du nord du Portugal et la grande propriété latifundiaire du sud, se combine et se superpose l'antagonisme entre le secteur relativement concentré et moderne de l'industrie, à l'intérieur duquel a même commencé à pénétrer le capital multinational, et la poussière de petites entreprises gérées familialement qui n'a survécu que grâce à la protection des structures corporatistes du fascisme salazarien. Le poids de ces différents secteurs retardataires, asphyxiant le secteur moderne en voie de développement, constitue un obstacle à la structuration des échanges avec les pays de l'Europe occidentale ainsi qu'à l'accroissement des investissements étrangers.

D'autre part, le pouvoir d'achat des masses populaires portugaises reste très faible, voire même diminue (ainsi en 1971 les salaires augmentent de 10 % alors que les prix augmentent de 15 %), ce qui empêche la constitution d'un marché national pour les biens de consommation produits par le capitalisme multinational.

En bref, l'ancrage du Portugal à l'Europe exigé par le développement industriel ne peut s'effectuer que par la restructuration de l'ensemble de l'économie portugaise, c'est-à-dire par l'élimination plus ou moins brutale des secteurs retardataires. Le problème n'est pas facile à résoudre pour la bourgeoisie portugaise. En effet, l'accumulation capitaliste a une origine principalement et presque exclusivement commerciale : elle s'est effectuée dans et par l'échange avec les territoires coloniaux et non par une capi-

talisation de l'agriculture ; il n'y a pas eu de réforme agraire au Portugal. C'est ce qui explique historiquement les traits antagonistes et la disparité de l'économie portugaise, en même temps que la faiblesse de la bourgeoisie portugaise. Confrontée avec les nécessités de la modernisation globale de l'appareil productif qui appelle l'intégration dans le marché européen et mondial, la bourgeoisie portugaise devait mettre fin à la guerre coloniale en même temps qu'elle devait tourner la page du salazarisme.

La question coloniale

Le Portugal d'avant le 25 avril est en plus « coincé » dans le problème colonial. En effet, le Portugal n'est plus à même d'assumer son rôle de métropole colonialiste par rapport aux « provinces d'outre-mer ». Ainsi on constate que les échanges commerciaux entre le Portugal et ses colonies se traduit pour celui-ci par un déficit de plus de 1 milliard d'escudos en 1973, autrement dit les importations ne couvrent que 87 % des exportations.

Simultanément, l'entretien d'une armée démesurée (pour un pays comme le Portugal), nécessaire à la guerre coloniale, accentue le déficit de la métropole.

On assiste donc à la situation suivante : la plus-value créée au Portugal est accaparée par les colonies (situation qui entre en parfaite contradiction avec le schéma classique des léninistes sur le « pillage du Tiers-Monde »).

Les deux tendances de l'impérialisme :

Si jusqu'aux années 60 les rapports entre les pays capitalistes hautement développés et les pays arriérés dits du « Tiers-Monde », se traduisaient par une politique néo-colonialiste caractérisée par le pillage des matières premières, on assiste aujourd'hui à un renversement de tendance sous la poussée des multinationales. En effet, les marchés des pays développés atteignant un stade de relative saturation, les multinationales doivent créer de nouveaux marchés. C'est pourquoi elles doivent favoriser le développement des pays sous-développés et détruire les modes de production pré-capitaliste qui y subsistaient. Cette politique revêt deux formes essentielles :

— investissement direct des multinationales et création

de nouvelles unités de production dans les pays du Tiers-Monde ;

— création de capitaux nationaux grâce à l'augmentation des prix des matières premières.

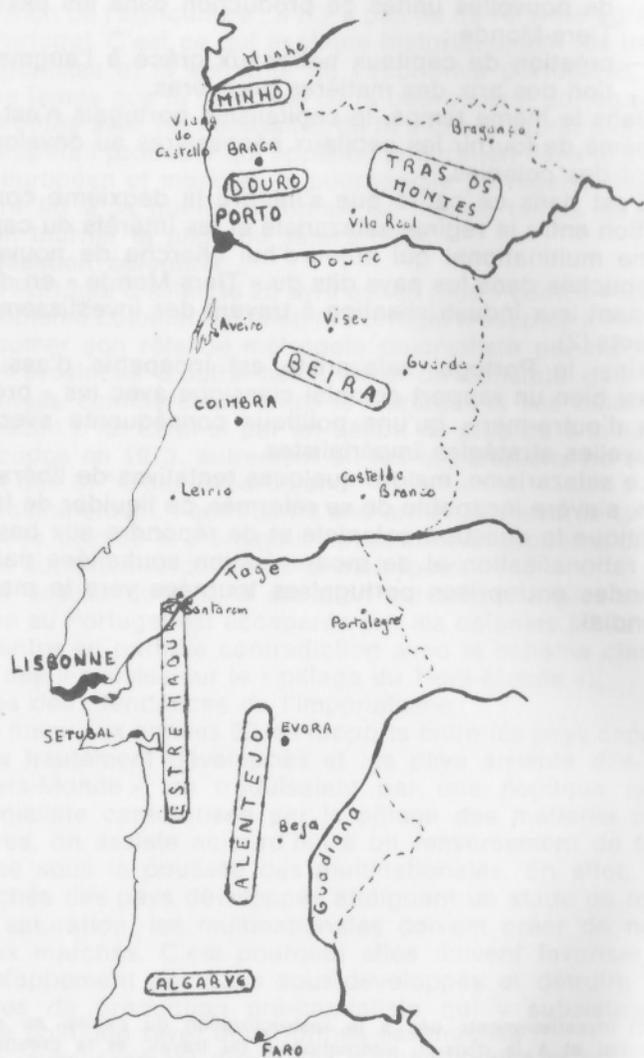
Dans le même temps, le capitalisme portugais n'est pas à même de fournir les capitaux nécessaires au développement des colonies.

C'est dans ce cadre que s'intègre la deuxième contradiction entre le régime salazariste et les intérêts du capitalisme multinational qui aujourd'hui cherche de nouveaux débouchés dans les pays dits du « Tiers-Monde » en développant leur industrialisation à travers des investissements directs (2).

Ainsi le Portugal salazariste est incapable d'assumer aussi bien un rapport colonial classique avec les « provinces d'outre-mer » qu'une politique conséquente avec les nouvelles stratégies impérialistes.

Le salazarisme, malgré quelques tentatives de libéralisation, s'avère incapable de se réformer, de liquider de façon politique la question coloniale et de répondre aux besoins de rationalisation et de modernisation souhaitées par les grandes entreprises portugaises tournées vers le marché mondial.

(2) Investissements liés à la restructuration du capital au niveau mondial et à la division internationale du travail, et la création de « capitaux patronaux » dans ces pays à travers la hausse des prix.



LES FORCES EN PRÉSENCE AU 25 AVRIL

On voit donc que la situation économique du Portugal nécessite une profonde mutation. Cependant, pour comprendre le processus de cette mutation, il nous faut connaître les forces en présence : les classes sociales, l'armée, les partis politiques.

A) Les classes sociales :

La classe ouvrière voit ses effectifs augmenter et son poids relatif dans l'économie portugaise s'accroître sensiblement. Dans le même temps, à partir des années 60 et en particulier dans le nouveau secteur productif, lié au capitalisme multinational, on assiste à une nouvelle combativité, marquée par de nombreuses grèves, quelques-unes accompagnées d'occupations d'usine, et durement réprimées par l'Etat fasciste et ses forces de police spéciales (PIDE). Le mécontentement du prolétariat, accentué par la répression intolérable du régime, risque de se transformer en explosion sociale, d'autant plus que les syndicats fascistes ont perdu toute base sociale et s'identifient de plus en plus à l'encadrement.

La petite paysannerie du nord arriérée et qui constituait une des bases sociales les plus sûres du salazarisme voit ses effectifs considérablement diminués par l'émigration, alors que les salariés agricoles des grandes propriétés du sud demeurent un des bastions de l'anti-fascisme.

Dans le tertiaire, les employés, issus de la petite et moyenne bourgeoisie, souffrant de l'inflation et de la hausse énorme du coût de la vie, tendent à se désolidariser d'un régime dont ils constituaient pourtant en partie la base sociale.

Dans la bourgeoisie même, l'industrialisation suscite des contradictions nouvelles. La bourgeoisie du secteur industriel, aspirant à l'intégration européenne, s'oppose aux fractions plus arriérées qui souhaiteraient garder le statu quo. La fraction plus avancée de la bourgeoisie considère comme autant de freins à ses intérêts d'une part la poursuite de la guerre coloniale (3), d'autre part l'analphabétisme et la faiblesse du pouvoir d'achat de la plus grande partie de la population.

B) L'armée :

A partir de 1958, en raison d'une relative démocratisation du recrutement de l'Académie militaire, l'armée s'ouvre de plus en plus à de jeunes officiers du contingent, marqués par le mouvement étudiant politisé. L'armée reste pour ces jeunes, issus de la petite et moyenne bourgeoisie touchée par la crise, le seul débouché. C'est tout d'abord face à cette vague de jeunes officiers que les militaires de carrière, s'estimant défavorisés, se sont organisés afin de sauver leur institution.

Dans la guerre coloniale qui n'ent finit plus de s'enliser, l'armée se dégrade : les désertions, les insoumissions, les actes d'indiscipline se multiplient. Le mouvement de défense des cadres de métier se transforme alors en mouvement politique, remettant en question la guerre, la politique coloniale, le régime et tout l'appareil d'Etat fasciste. Les contacts avec des opposants des Fronts de Libération africains au cours de la guerre coloniale ne sont pas étrangers à l'imprégnation d'une partie du M.F.A., plus « radicalisée », par l'idéologie tiers-mondiste.

Le Mouvement des Forces Armées est resté limité aux cadres inférieurs et moyens ; il s'est fait en dehors et contre la haute hiérarchie militaire et sans la participation des soldats du contingent. Il est le reflet de la crise économique et sociale des classes moyennes, dont les conditions de vie se dégradent et qui étaient jusque-là l'une des prin-

(3) L'armée s'avère incapable de la gagner et depuis quatorze ans elle grève de 50 % le budget de l'Etat, portant l'inflation à plus de 20 % en 73 ; de plus elle saigne ou épuise la réserve de jeunes cadres indispensables au développement du pays — morts, désertions.

cipales bases sociales du régime.

C) Les partis politiques

Le salazarisme, en s'identifiant à l'appareil d'Etat, empêche toute expression politique aussi bien de la grande bourgeoisie que des classes sociales plus arriérées, en même temps qu'il interdit toute expression de la classe ouvrière, même à travers les organisations les plus réformistes.

Ainsi, à la veille du 25 avril, la droite politique n'existe pas de manière structurée au Portugal. Quant aux organisations de gauche, elles comprennent :

1° Un Parti Socialiste Portugais (P.S.P.), pratiquement inexistant, de formation récente, sans aucune base de masse et partiellement compromis dans des tentatives de libéralisation du salazarisme ;

2° Le Parti Communiste Portugais (P.C.P.), qui avait connu une influence réelle sur la classe ouvrière portugaise dans les années 30 à 60, lui permettant même de lancer des grèves de masse dans l'Alentejo et le Ribatejo. Le P.C.P. connaît à partir des années 60 un réel affaiblissement, lié à deux phénomènes fondamentaux : d'une part, alors que le P.C. avait basé toute sa stratégie d'implantation sur l'intervention au sein des syndicats fascistes, on voit, à partir des années 60, apparaître un nouveau secteur productif dans lequel les syndicats fascistes s'identifient de plus en plus avec l'appareil d'encadrement dans l'entreprise et perdent donc toute influence sur la classe ouvrière. D'autre part, la répression que subissent les militants ouvriers du P.C. amène à une réduction de ses effectifs et simultanément à un gonflement considérable de son appareil par la multiplication des fonctionnaires clandestins du Parti.

3° Les groupes d'extrême gauche, essentiellement LUAR (Ligue d'Union et d'Action Révolutionnaire) et BR (Brigades Révolutionnaires) — les autres étant inexistantes avant le 25 avril, sinon quelques groupes maoïstes aux environs des années 70-71 — se caractérisent par la clandestinité, l'extrême faiblesse numérique et l'adoption d'une stratégie de guérilla.

Ce bref tableau des forces en présence à la veille du

25 avril nous montre qu'en fait la bourgeoisie ne peut compter sur aucune structure pour garantir la passivité de la classe ouvrière qui connaît, dans cette même période, un développement quantitatif et qualitatif.

25 AVRIL : RÉVOLUTION BOURGEOISE IRRUPTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La bourgeoisie portugaise, inconséquente jusque dans la défense de ses propres intérêts, est impuissante à provoquer la rupture, craignant l'activité populaire nécessaire à la destruction des forces précapitalistes et à l'instauration de son pouvoir politique.

Aussi est-ce l'armée, institution qui sentait le plus directement l'impasse de la situation coloniale et l'incapacité du régime à agir, qui entame la rupture définitive avec le processus normal de l'ancien système.

Le coup d'Etat du 25 avril 1974 met un terme à 50 ans de salazarisme. Il est mené par le Mouvement des Capitaines. Il est soutenu par les grands groupes industriels et financiers du pays, sans que la classe ouvrière y joue un rôle. Il est une tentative de résoudre, à court terme, par une restructuration de l'économie, les problèmes posés par la crise au Portugal. A travers le coup d'Etat, la bourgeoisie espère aussi parer au danger de tensions sociales dont l'éclatement aurait pu être incontrôlable et redoutable pour le capital.

Par ce coup d'Etat, le M.F.A. va s'investir du rôle de défenseur de l'intérêt national bourgeois, de la survie des institutions, de l'ordre social.

Le but de ce coup d'Etat n'est pas de détruire les formes traditionnelles bourgeoises et de les remplacer par de nouvelles formes de pouvoir, mais d'assainir les structures et les institutions politiques et de remplacer les hommes qui les servent.

Pour légitimer cette réforme des institutions et l'instauration de la démocratie, tout en essayant de se prémunir

du risque d'un soulèvement prolétarien et d'éviter que la vacance temporaire du pouvoir ne crée les germes d'autres formes de pouvoir échappant à la domination de la classe possédante, il faut se trouver une base sociale. C'est ainsi que le Mouvement des Capitaines s'assure de l'appui de la gauche traditionnelle (P.S. et surtout P.C.) qui, tout en défendant les intérêts des classes moyennes, lui paraissait capable de mobiliser et de canaliser les masses populaires. Le projet initial du M.F.A. est réformiste : l'armée doit jouer le rôle classique de défense de la légalité dans le cadre d'une démocratie parlementaire et rentrer dans ses casernes après avoir rendu le pouvoir aux civils.

Quant à la classe capitaliste qui accusait la sclérose de l'ancien régime, confiant en Spinola qui apporte la caution des groupes capitalistes importants (Spinola est membre du conseil d'administration de Champalimaud, deuxième groupe du pays), elle joue sa carte de gauche et apporte son appui à ces gens de l'opposition démocratique qu'elle juge seuls capables de mener à bien, dans le sens d'un meilleur fonctionnement de la libre entreprise, le sauvetage des institutions, la réforme et la consolidation du nouveau pouvoir d'Etat, l'épuration et la neutralisation des agents de l'ancien régime au sein de l'appareil administratif et économique. La bourgeoisie juge aussi les partis réformistes seuls capables de mystifier le prolétariat pour pouvoir lui faire supporter les difficultés économiques et stimuler la production et l'accumulation du capital.

En effet, au niveau politique, dans un premier temps, la classe ouvrière fait corps avec les classes moyennes dans l'euphorie de la démocratie retrouvée. Des thèmes de mobilisation intégrationnistes et mystificateurs — tels que le frontisme, l'antifascisme, la bataille de la production, l'appel à l'union, à l'effort et aux sacrifices pour la défense de l'économie nationale, la prétendue marche vers le « socialisme », l'épouvantail du retour à l'ancien régime, le M.F.A. mythifié en sauveur de la patrie, en héros du peuple —, sont avancés pour dévoyer le prolétariat de son terrain de classe, pour l'encadrer solidement sur le terrain politique capitaliste et pour museler les tentatives d'autonomie.

Mais il apparaît immédiatement très difficile de canaliser la classe ouvrière et de mettre en place parfaitement ces atouts réformistes, vu l'approfondissement de la crise et la combativité du prolétariat.

En effet, immédiatement celui-ci apparaît sur le terrain de la production où il lutte pour des objectifs inhérents à sa situation sociale au sein des rapports de production, sur un terrain foncièrement anticapitaliste entrant en conflit avec les nécessités de stabilisation du pouvoir et les impératifs de « l'intérêt général ». La classe ouvrière reprend à son compte la campagne d'assainissement, en la traduisant par l'élimination de l'encadrement de l'entreprise et un début de remise en cause de l'organisation du travail.

Le mouvement de grèves dès mai 74, l'un des plus grands que le Portugal ait connu, a une portée et des conséquences qui dépassent de loin les projets initiaux des nouveaux maîtres. Il les oblige à modifier leur tactique, en tenant compte de cette pression des luttes ouvrières qui débordent le réformisme, et à se « radicaliser ».

Aussi, le projet politique et économique initial, appuyé par les partis réformistes, visant à faciliter une restructuration des secteurs les moins rentables de l'économie et à pousser une concentration déjà en cours qui favorisait les sociétés multinationales au détriment des petites et moyennes entreprises, s'est trouvé entièrement remis en cause par le mouvement de base qui, débordant le cadre de la lutte antifasciste, annonçait ainsi un refus certain plus ou moins élaboré et articulé des programmes socio-économiques réformistes de droite et de gauche.



LE DÉVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIÈRES AUTONOMES LES COMMISSIONS DE TRAVAILLEURS

Contrairement aux prévisions de la bourgeoisie, de l'armée et des partis de gauche, la classe ouvrière fait irruption sur la scène politique dès le 25 avril en construisant dans ses luttes sa propre alternative.

1° Les formes d'organisation que se donnent les travailleurs :

Alors que la classe ouvrière portugaise s'était majoritairement organisée de manière syndicale sur un programme révolutionnaire au sein de la C.G.T. anarcho-syndicaliste du début du siècle, le salazarisme a progressivement transformé les rapports entre les syndicats et la classe ouvrière en faisant de ces syndicats un instrument bureaucratique de domination de la classe au service de la bourgeoisie (ceci n'est d'ailleurs pas un phénomène particulier au fascisme portugais, mais une tendance générale liée au développement du capitalisme, sur laquelle nous reviendrons dans une prochaine brochure sur la « Question syndicale »). C'est pourquoi les luttes qui naissent aussitôt après le 25 avril ne passent absolument pas à travers la structure syndicale (l'Intersyndicale noyautée par le P.C. et qui n'est rien d'autre que le syndicat fasciste avec un personnel bureaucratique différent) et vont même jusqu'à s'affronter avec elle. La structure qu'adoptent les travailleurs dans leurs luttes est celle des commissions de travailleurs. Celles-ci s'apparentent à la structure des conseils ouvriers qui, contrairement aux partis ou aux syndicats, sont des organisations contractuelles, c'est-à-dire basées sur un contrat, un accord entre leurs membres. Les commissions de travailleurs sont des organisations naturelles de la

classe ouvrière, dans la mesure où elles sont basées sur la structure même du processus productif : délégués par ateliers, élus et révocables à tout moment par tous les travailleurs réunis en assemblée générale.

Les commissions de travailleurs qui naissent au début de mai se multiplient avec une rapidité extraordinaire parallèlement au développement des luttes et sont bientôt l'organisation majoritaire de la classe ouvrière.

Devant l'importance de ces commissions, il est bien clair que les gauchistes et le P.C. ne restent pas indifférents, les premiers tentant assez rapidement de récupérer des commissions de travailleurs en prenant leur direction politique, le second en s'opposant d'abord à ces commissions de travailleurs, puis en créant des commissions fantoches, formées uniquement de ses militants.

La caractéristique de ces commissions, outre leur extraordinaire développement, est leur fonctionnement profondément démocratique et leur capacité d'autonomie. « La commission doit être un organe de contre-pouvoir des travailleurs et jamais un organisme de collaboration de classe. »

2° Le contenu des luttes :

Dans une première période, c'est sur des revendications salariales que se mobilisent les travailleurs (salaire minimum de 6 000 escudos, augmentations uniformes).

Dans une deuxième période qui suit presque immédiatement, les luttes prennent un caractère beaucoup plus radical, en commençant à remettre en cause toute l'organisation capitaliste du travail :

a) La classe ouvrière se réapproprie la campagne d'assainissement lancée par le M.F.A., les partis de gauche et la bourgeoisie et la traduit concrètement par l'élimination dans de nombreuses entreprises de tout le personnel d'encadrement, par une redéfinition des tâches et une redistribution de celles-ci.

b) Face à l'exode massif des petits patrons ou aux sabotages économiques menés par la bourgeoisie, les commissions de travailleurs se trouvent confrontées à la nécessité de reprendre en main la production, dans un premier temps

comme moyen de lutte, puis comme une nouvelle organisation de la production.

Dans le même temps, les travailleurs s'organisent en tant qu'usagers, consommateurs et habitants, pour lutter contre la hausse des prix et éviter ainsi de perdre dans le quartier ce qu'ils ont gagné dans l'entreprise. Simultanément les organisations de quartiers (commissions de moradores) pallient le manque d'équipements collectifs dû à l'arriération du capitalisme salazariste, en créant, de leur propre initiative, des crèches, des écoles, des hôpitaux.



LES RECULS TACTIQUES SUCCESSIFS DE LA BOURGEOISIE FACE A LA CLASSE OUVRIÈRE DU 25 AVRIL 1974

A LA CRISE OUVERTE DE L'ÉTÉ 1975

Le projet de rationalisation du capitalisme portugais se trouve donc confronté à un formidable développement des luttes ouvrières : cette intervention de la classe ouvrière en tant que telle dans la société portugaise amène les nouveaux dirigeants à improviser des solutions au jour le jour.

Devant la grande vague de grèves de mai-juin 74, la première arme utilisée est le P.C.P. qui se lance dans une campagne hystérique de dénonciation des tendances aventuristes au sein de la classe ouvrière. Hélas pour la bourgeoisie, le P.C.P. se révèle tout aussi incapable de bloquer le mouvement de la classe ouvrière qu'il l'avait été de la canaliser.

C'est pourquoi la bourgeoisie, ne se contentant plus de faire jouer les organisations réformistes, fait intervenir directement les forces répressives, démythifiant ainsi toute sa propagande basée sur l'unité nationale, l'antifascisme et la liberté de façon formelle.

C'est dans ce cadre qu'est constitué le COPCON, comme force spécialisée dans le maintien de l'ordre, car on préfère malgré tout faire intervenir l'armée qui, grâce au 25 avril, jouit d'un certain prestige, plutôt que la G.N.R. (gendarmerie) ou la police, qui s'identifient pour les travailleurs à l'ancien régime.

Cependant, l'utilisation des partis réformistes et des forces militaires pour la répression se révèle insuffisante et n'empêche pas la poursuite de luttes.

L'exemple caractéristique et culminant de cette incapacité de la bourgeoisie à bloquer le mouvement des travailleurs est la manifestation des ouvriers des chantiers navals

de la Lisnave (la plus grande concentration ouvrière du Portugal — 8.000 ouvriers), le 12 septembre 1974, pour demander l'épuration de l'administration. Ce jour-là, malgré l'attitude démobilisatrice du P.C., qui va jusqu'à demander l'interdiction de la manifestation par le gouvernement, — ce que celui-ci fait aussitôt en faisant occuper les ponts qui séparent la Lisnave de Lisbonne —, les ouvriers, avec l'aide des employés des ferry-boats et la relative passivité des soldats du COPCON, réussissent à manifester massivement dans Lisbonne même, sur des bases antigouvernementales et anti-P.C.

C'est peu après, le 27 septembre, que, face à cette incapacité, Spinola tente un premier coup de force en faisant placarder dans tout Lisbonne des affiches appelant à une manifestation de la majorité silencieuse. Aussitôt le P.C., mais aussi des soldats isolément et des membres des commissions de travailleurs, édifient des barricades pour empêcher le coup de force. Après une nuit d'incertitude, Spinola doit démissionner. On assiste à un renforcement de la gauche du M.F.A. La période qui suit voit un renforcement relatif du prestige du M.F.A. et du poids du P.C.P. qui s'accompagne d'un relatif recul des luttes ouvrières.

C'est alors que le P.C.P. développe la campagne pour l'Intersyndicale et simultanément modifie son attitude par rapport aux commissions de travailleurs en créant des commissions-bidons là où il est majoritaire.

Cependant, le 7 février 1975, la classe ouvrière réapparaît à l'avant-scène lorsque à l'initiative de l'Inter-commissions de Lisbonne, 100 000 ouvriers de la région de Lisbonne manifestent, malgré l'interdiction, contre le chômage, contre le capitalisme et contre l'O.T.A.N. On assiste alors à la fraternisation des soldats chargés du maintien de l'ordre avec les ouvriers. A partir de cette date, le phénomène tendra à se multiplier.

Aussitôt la vague des grèves reprend à un rythme accéléré. C'est alors que la gauche du M.F.A. entreprend un certain nombre d'initiatives : présentation d'un plan économique, participation de l'Etat dans la plus grosse entreprise de pêche du Portugal (première étape vers les nationa-

lisations), institutionnalisation du M.F.A.

Face à cela, on assiste à une tentative désespérée de la droite militaire, regroupée autour de Spinola, qui échoue lamentablement dans le putsch militaire du 11 mars.

La gauche du M.F.A., qui s'incarne alors dans la personne d'Otelo de Carvalho, appuyée par le P.C., le P.S. et les gauchistes, renforce considérablement ses pouvoirs en créant le 12 mars un Conseil de la Révolution, qui se substitue de fait au gouvernement. On assiste alors à une vague extrêmement importante de nationalisations des banques, des assurances, bientôt suivies par la nationalisation des transports et de l'énergie.

Dans le même temps, les élections pour l'Assemblée constituante sont fixées dans un délai rapproché pour profiter du prestige acquis auprès des masses après le 11 mars. Il est significatif dans ce contexte que la date des élections soit fixée au 25 avril 1975, date anniversaire du coup d'Etat militaire.

Cependant, dès le 11 mars, les nouveaux vainqueurs P.C./P.S./gauche du M.F.A. sont divisés à cause des structures mêmes (intersyndicale, nationalisations) qu'ils ont été contraints de mettre en place pour essayer de freiner le mouvement des travailleurs et résoudre la crise économique. En effet, les impératifs dictés à la bourgeoisie par le mouvement de masse ont imposé la solution de l'Intersyndicale, qui dans le moment se traduit par une marginalisation du P.S. par rapport aux couches laborieuses. Or, dans la perspective des élections, le P.S. ne peut accepter de laisser les structures syndicales entre les seules mains du P.C., de peur de perdre une partie de son électorat constitué par des employés et des travailleurs relativement peu radicalisés, qui représentent la base même des syndicats.

L'attitude de la gauche du M.F.A. qui, dans cette période, semble la frange la plus clairvoyante de la bourgeoisie, en jouant à la fois la carte du P.C. (intersyndicale, nationalisations) et la carte des structures autonomes des travailleurs (commissions de travailleurs, commissions de moradores) à travers la campagne M.F.A.-Povo (M.F.A.-Peuple), amène

une attitude d'autant plus intransigeante de la part du P.S., qui se sent isolé face à une éventuelle coalition P.C./M.F.A./Mouvement apartidaire.

La campagne électorale accentue donc les contradictions au sein de la coalition gouvernementale P.C./P.S./M.F.A.

Dans cette période électorale, on constate un développement des occupations d'usines et des occupations d'immeubles vides (pour créer des équipements collectifs par les commissions de travailleurs et de moradores).

On assiste, d'une part, à une polémique entre les différentes composantes gouvernementales, et, d'autre part, à un développement du mouvement autonome des travailleurs qui se désintéresse de cette polémique et en profite même pour développer leur autonomie. C'est alors qu'apparaît dans toute sa force la notion de mouvement apartidaire.

La victoire électorale du P.S. ne fait que renforcer ce phénomène. Paradoxalement donc, le succès électoral du P.S. l'isole des éléments moteurs du processus de changement profond du Portugal. C'est à partir de cette date que le P.S. perd une grande partie de sa base sociale initiale pour devenir le paravent des couches sociales et des éléments les plus réactionnaires du pays. Il s'enferme dans une logique électoraliste et gouvernementale qui l'amène à demander plus de pouvoir dans un gouvernement qui en même temps perd de plus en plus de son pouvoir réel face au développement des contre-pouvoirs populaires. Dans le même temps, la poursuite du processus de nationalisation (entre autres, la nationalisation de la C.U.F. : 120 000 employés, le plus gros trust portugais), ainsi que la poursuite du développement des structures parallèles (multiplication des coopératives, début des Assemblées populaires) rendent de plus en plus caduque le programme électoraliste et gouvernemental du P.S.

C'est cette logique qui l'amène à provoquer la crise ouverte de l'été 75, par sa sortie du gouvernement le 8 juillet.

LA CRISE DE L'ÉTÉ 75 ET LES DIFFÉRENTS PROJETS

La crise ouverte par la démission des ministres socialistes du gouvernement a précipité l'évolution de la situation et a obligé les différents courants politiques à imaginer des ripostes sous la forme de projets plus ou moins élaborés et a ainsi dévoilé leur véritable nature. L'une des premières conséquences en a été l'éclatement du M.F.A. et par là même un nouveau développement de l'autonomie ouvrière en raison même de la perte de prestige du M.F.A. C'est en la personne de trois officiers supérieurs que se sont incarnés les trois principaux projets. Ces trois projets, malgré leurs divergences, étaient dictés par l'obligation où se trouvait le capitalisme portugais de réaliser simultanément l'intégration de la classe ouvrière et les moyens de prévenir la crise économique par l'aide étrangère. A chacun de ces projets se trouva naturellement associée une tendance politique déterminée :

— le projet de Melo Antunes, connu sous le nom de document des Neuf, reçut l'appui du P.S. les divergences qui existaient entre Melo Antunes et le P.S. tendant à s'estomper avec l'approfondissement de la crise ;

— quant aux relations entre le P.C. et Gonçalves, elles connurent un processus différent, alors qu'au début on pouvait identifier Gonçalves et le P.C., celui-ci fut amené à lâcher Gonçalves ;

— les gauchistes (à l'exception de quelques groupes maoïstes) ont soutenu presque inconditionnellement le document d'autocritique du COPCON dans la mesure où il permettait les conditions objectives de leur développement.

Le document Melo Antunes est axé autour de deux considérations critiques principales : premièrement prévenir la crise économique et sociale par tous les moyens indépendamment de la division de la société en classes, deuxièmement la dénonciation du caractère **parallèle** et des aspirations gestionnaires des commissions de travailleurs et d'habitants qui **doivent se limiter à une fonction strictement participationniste**. Le Parti Socialiste a proclamé nettement, lui, en écho à Melo Antunes, que les commissions de travailleurs et d'habitants ne peuvent « prétendre à être un pouvoir parallèle au pouvoir politico-administratif de l'Etat ». L'ambition de Melo Antunes et de figer les rapports sociaux en pleine évolution, en un bloc interclassiste, condition indispensable pour bénéficier de l'aide économique du Marché commun, seule garantie à ses yeux des conditions du développement « socialiste » du Portugal.

Le P.C. et Gonçalves ne sont pas en réalité, quant à eux, fondamentalement éloignés des considérations qui ont inspiré le groupe des neuf : crise et chaos économique, danger du renforcement de l'autonomie ouvrière. Mais où Antunes dit Marché commun, Gonçalves dit aide des pays de l'Europe de l'Est et lorsque le P.S. parle de la légitimité unique de l'appareil politico-administratif, Gonçalves parle d'autorité et de compétence (cf. son interview dans le film « Viva Portugal »). Gonçalves et le P.C. étaient faits pour s'entendre.

Par contre, le projet du COPCON n'attaque pas frontalement, pour les réduire à l'état d'assemblées d'enregistrement, les commissions de travailleurs comme le front Antunes et le P.S., il n'envisage pas non plus de les manipuler ou de les subordonner absolument à une organisation comme le font le P.C. et Gonçalves.

Cependant, il définit clairement le principe fondamental d'un pouvoir central constitué par le M.F.A. et des organisations politiques « réellement » révolutionnaires. Ce pouvoir central n'étant pas défini comme l'émanation des commissions de travailleurs et d'habitants, doit cependant s'appuyer sur ces organisations de base des travailleurs qui dans ce projet deviennent les structures destinées à appli-

quer localement le programme politico-économique défini centralement. Sur l'importante question de l'aide extérieure le document du COPCON n'est pas très explicite, si ce n'est qu'il privilégie les relations avec les ex-colonies africaines et qu'il entend profiter des antagonismes entre les différentes puissances impérialistes.

Les organisations gauchistes ne pouvaient que soutenir un tel document qui concrétisait leurs théories substitutionnistes et avant-gardistes (qui les amènent à se considérer comme les représentants de la classe ouvrière) au niveau de la conception du pouvoir central, en même temps qu'il satisfaisait leurs théories tiers-mondistes en privilégiant les liens économiques avec les ex-colonies.

Les termes de l'affrontement de ces trois projets au cours de la crise de l'été sont déterminés par trois facteurs fondamentaux :

1. La poursuite du développement de l'autonomie ouvrière qui dans cette période revêt un aspect nouveau avec l'apparition d'une contestation interne à l'armée par les soldats eux-mêmes, face à une hiérarchie militaire divisée politiquement.
2. La réapparition officielle et violente des forces les plus réactionnaires du pays qui s'appuient sur la petite paysannerie du Nord effrayée par le communisme tel que le lui décrit le clergé.
3. Les pressions de plus en plus ouvertes de la C.E.E. pour un assainissement de la situation sociale.

Dans ce cadre, compte tenu de la confirmation de l'éclatement du M.F.A. par la nomination d'un triumvirat, c'est la tendance Melo Antunes qui prend l'initiative du conflit ouvert. Aussitôt les officiers du COPCON répondent par leur document d'autocritique et (avec l'aide des organisations d'extrême gauche) par la manifestation des commissions de travailleurs et d'habitants du 20 août qui rassemble plus de 100 000 personnes.

Gonçalves qui jusqu'alors apparaissait comme totalement isolé publie son programme d'action et d'orientation et réussit à se rapprocher des officiers du COPCON et des organisations d'extrême gauche qui organisent une nou-

velle manifestation le 27 août à Lisbonne. Cette manifestation est l'occasion de la première apparition du F.U.R. (Front Uni Révolutionnaire) créé le 25 août à l'initiative de l'extrême gauche non maoïste et auquel le P.C.P. participe pour quelques jours. On assiste alors à une reprise en main de l'appareil central du M.F.A. et du gouvernement qui se traduit par l'élimination de Gonçalves et une volonté de remise en ordre de la situation sociale et de l'armée.

Pour comprendre les possibilités et les modes de développement des différents projets qui s'expriment dans cette crise ouverte de l'été 75, il nous faut analyser l'état de la situation économique-sociale après dix-huit mois de profondes mutations :

1. La balance des paiements a été profondément modifiée par trois phénomènes essentiels qui ont provoqué un important déficit :

— les travailleurs émigrés portugais qui assuraient le bilan positif de la balance des paiements sous le régime salazariste suspendent leurs envois de fonds face à l'instabilité de la situation économique ;

— la hausse sensible des salaires arrachée par les travailleurs remet en cause la concurrentialité du Portugal (le phénomène étant atténué par un développement sensible de la productivité) ;

— la hausse mondiale du prix des matières premières et en particulier du pétrole accentue d'autant plus cette tendance déficitaire.

2. La structure économique s'est considérablement modifiée au cours des dix-huit suivant le 25 avril :

— à la suite des vagues successives de nationalisations, un secteur public a été constitué qui rassemble l'ensemble des secteurs fondamentaux de l'économie portugaise, soit plus de 60 % de la production nationale ;

— dans le même temps, le départ d'un grand nombre de petits patrons et le développement des commissions de travailleurs ont amené la multiplication des coopératives industrielles dans les petites et moyennes entreprises. On en compte plus de 400 à Lisbonne en juillet 75, probablement plus de 1 000 dans tout le Portugal. Ce secteur coopé-

ratif de l'industrie est étroitement dépendant du secteur nationalisé qui, par sa place prépondérante aussi bien au niveau productif que financier, détermine les conditions d'existence et d'évolution du secteur coopératif. Celui-ci assure au secteur nationalisé des fonctions de sous-traitance avec des coûts sensiblement réduits. Ce secteur, sur l'importance duquel aucune statistique précise n'existe encore, représente cependant une part non négligeable du produit national ;

— les salariés agricoles du sud suivent un processus similaire en transformant les grandes propriétés en coopératives agricoles ;

— le secteur privé subsistant comprend essentiellement le petit commerce et le petit artisanat ainsi que la petite paysannerie du nord.

Même s'il représente un nombre relativement important d'individus, son poids relatif dans l'économie portugaise s'est considérablement réduit pour ne conserver qu'une importance tout à fait secondaire (probablement autour de 20 % du produit national).

Parallèlement à cette profonde restructuration de l'économie, on a assisté à une modification sensible de la composition sociale du Portugal à travers l'exode de la grande et moyenne bourgeoisie possédante ainsi qu'une partie non négligeable des cadres économiques et politiques.

D'autre part, le prolétariat urbain et rural (du sud) tend à s'homogénéiser à travers ses structures d'auto-organisation.

La petite paysannerie du nord se sent écartée du processus de mutation économique et offre un terrain favorable à toutes les manœuvres réactionnaires. L'arrivée massive des réfugiés d'Angola (300 000) de septembre à novembre 75 n'a fait qu'accroître la crise économique et à renforcer l'écho de la droite et de l'extrême droite.

Au sein même de l'armée, on assiste à un développement de la lutte de classe par l'apparition d'organisations de masse des soldats liées aux commissions de travailleurs.

Il faut analyser clairement les formes et les objectifs de l'organisation des soldats née de la crise de l'été 75 : les

S.U.V. (Soldats Unis Vaincraint). Cette organisation, bien plus que les C.T. et les C.M., revêt un double aspect :

— révolutionnaire : par son caractère de masse, par sa remise en cause de la hiérarchie militaire, par ses tentatives de liaison avec les organisations de base des travailleurs ;

— réformiste : parce que la remise en cause de l'institution et de la hiérarchie militaire reste partielle.

Les S.U.V. oscillent entre cette double réalité ; noyautés par les groupes gauchistes et le P.C.P., ils parlent à la fois :

— d'armement du prolétariat et de maintien d'une armée séparée au « service du peuple » ;

— de lutte contre la hiérarchie militaire et de soutien aux « officiers progressistes ».

LA PERSPECTIVE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ANTAGONISME DE CLASSE AU PORTUGAL ET SOLUTIONS INTERNATIONALES

La situation économique et sociale actuelle rend extrêmement difficiles l'un ou l'autre des trois projets capitalistes ; en effet, le développement du secteur nationalisé et coopératif ainsi que le renforcement de l'auto-organisation de la classe ouvrière rend en grande partie caduc le projet Melo Antunes.

Pour ce qui est du projet du COPCON, l'apparition d'une contestation interne à l'armée et le développement de l'autonomie ouvrière rendent difficile sa conception d'un pouvoir central servant et contrôlant les organismes de base. Dans le même temps, le développement du déficit extérieur rend vaine sa conception des échanges commerciaux et internationaux.

Quant au projet Gonçalves, il perd de sa crédibilité dans la mesure où son appui politique principal, le P.C.P., connaît un net affaiblissement et que d'autre part l'U.R.S.S. ne semble pas prête à s'engager dans un soutien économique au Portugal (au contraire les relations commerciales de l'U.R.S.S. avec le Portugal se caractérisent par le pillage ! ainsi au printemps 75, l'U.R.S.S. a acheté plusieurs millions d'hectolitres de vin au Portugal à un prix équivalant à un tiers du prix payé au producteur ; la différence étant assumée par l'Etat portugais).

Vu l'incapacité de ces trois projets à résoudre durablement la crise portugaise, compte tenu du développement de l'autonomie ouvrière, la situation ne peut évoluer que vers l'accentuation de l'antagonisme de classe entre bourgeoisie (privée ou d'Etat) et le prolétariat.

Cette situation se traduit temporairement par un renfor

cement des organisations gauchistes (F.U.R. et U.D.P. essentiellement) qui peuvent alors apparaître comme ultime force capable d'intégrer la classe ouvrière à un projet capitaliste avant l'affrontement généralisé.

Dans ce cadre, les commissions de travailleurs revêtent un double aspect : elles sont les intruments d'auto-organisation ouvrière et en même temps elles peuvent représenter le meilleur outil d'intégration de la classe ouvrière dans un projet de capitalisme d'Etat.

Pour la classe ouvrière aujourd'hui, il ne suffit pas de conserver ces acquis organisationnels (commissions de travailleurs, commissions de moradores), mais de s'en servir au sein d'une politique d'affrontement généralisé avec toutes les structures représentantes à des degrés divers de l'idéologie bourgeoise, que ce soient les partis traditionnels et avec eux les structures de l'actuel appareil d'Etat, que ce soit l'armée en tant qu'organe séparé de l'ensemble de la société, que ce soit enfin les organisations gauchistes qui reproduisent en leur sein et dans leur stratégie les notions de hiérarchie, d'autorité de compétence qui sont les bases mêmes de l'idéologie bourgeoise.

ement des organisations gauchistes (P.L.P. et U.D.P.)
absolument, qui peuvent être considérées comme étant
la seule capable d'intégrer le classe ouvrier à un projet
révolutionnaire.

Dans ce cadre, les communistes de travailleurs jouent
un rôle décisif. Elles sont les éléments d'organisation
les plus nombreux et les plus efficaces elles peuvent représenter
le meilleur outil d'organisation de la classe ouvrière dans un
cadre de capitalisme d'Etat.

Pour la classe ouvrière, surtout, il ne s'agit pas de
construire une action révolutionnaire indépendante de
travailleurs, organisations de travailleurs, mais de s'inscrire
au sein d'une politique d'affrontement général avec
toutes les structures représentatives à des degrés divers de
l'idéologie bourgeoise, que ce soient les partis bourgeois
et avec eux les structures de l'Etat et l'appareil d'Etat, que
ce soit l'armée ou tout ce qui est lié à l'ensemble de
la société, que ce soit avec les organisations gauchistes
qui reproduisent en leur sein et dans leur stratégie les
notions de hiérarchie, d'autorité de compétence qui sont
les bases mêmes de l'idéologie bourgeoise.

DANS LA COLLECTION " documents ROUGE & NOIR " :

- * n°1 GUERRE DE CLASSES EN ESPAGNE (C. Berneri)
.....3,00 f
- * n°2 ABREGE DU CAPITAL de K. MARX (C. Cafiero)
les deux volumes.....14,00 f
- * n°3 ANARCHISME & MARXISME (D. Guérin)
.....2,00 f
- * n°4 DIALOGUE AVEC L'ORGANISATION REVOLUTION-
NAIRE ANARCHISTE.....3,00 f
- * n°5 L'INSURRECTION DE KRONSTADT LA ROUGE
.....6,00 f
- * n°6 LES COMMUNISTES LIBERTAIRES RUSSES ET
L'ORGANISATION.....2,00 f

Paris 20
CCP 33.907.40 la source

DANS LA COLLECTION "DOCUMENTS" (duplicateur) :

- * n°1 HISTORIQUE DU MOUVEMENT LIBERTAIRE EN FRANCE.....épuisé
- * n°1 bis HISTORIQUE DU MOUVEMENT LIBERTAIRE EN FRANCE (ce numéro comprend les ACTUALISATIONS publiées dans DOCUMENT n°5).....2,50 f
- * n°2 CHRONOLOGIE DES INTERNATIONALES LIBERTAIRES (première partie).....épuisé
- * n°3 TEXTES DE MAURICE FAYOLLE (L'IDEOLOGIE ET L'ORGANISATION, CONTRIBUTION A L'ELABORATION D'UN MANIFESTE ANARCHISTE REVOLUTIONNAIRE)....
.....épuisé
- * n°4 TEXTES DE MAURICE FAYOLLE : L'ORGANISATION FEDERALISTE LIBERTAIRE.....2,00 f
- * n°4bis TEXTES DE MAURICE FAYOLLE (réédition des textes publiés dans DOCUMENTS n° 3 et 4)..
.....3,50 f
- * n°5 DOCUMENTS MENSUELS (HISTOIRE DU P.S.U. 1, ACTUALISATIONS SUR L'HISTORIQUE DU MOUVEMENT LIBERTAIRE EN FRANCE, INFORMATIONS, CRITIQUES)
.....2,00 f
- * n°6 RAPPORTS, MOTIONS ET DEBATS DE LA PREMIERE JOURNEE DU CONGRES DE L'INTERNATIONALE DE FEDERATIONS ANARCHISTES, PARIS juillet 1971)....
.....épuisé
- * n° 7 DOCUMENTS MENSUELS (HISTOIRE DU PSU 2, NOTES SUR LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT, INFORMATIONS, CRITIQUES).....1,50 f
- * n°8 CONSEILS OUVRIERS ET L'ECONOMIE D'UNE SOCIETE AUTOGEREE volume 1.....4,00 f
- * n°8bis CONSEILS OUVRIERS ET L'ECONOMIE D'UNE SOCIETE AUTOGEREE volume 2.....4,00 f
- * n°9 EXPRESSION NOUVELLE DES CONTRADICTIONS DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE - texte ORA 72-
.....épuisé
- * n°10 REUNION DEBAT AVEC C. BERGER AUTOUR DE MARX L'ASSOCIATION, L'ANTI-LENINE.....épuisé

lisez **FRONT LIBERTAIRE**
des luttes de classes
2,00 frs bimensuel

ABONNEZ-VOUS



nom : _____

prénom : _____

adresse : _____

10 numéros
plus ouvert

17 frs ← france → 34 frs

20 frs ← étranger → 40 frs

10 numéros
plus fermés

FRONT LIBERTAIRE
33 rue des Vignoles
Paris 20

CCP 33.907.40 la source

Imprimerie Edit 71, 75020 PARIS

Supplément à Front Liberaire directeur de publication. SEBBAH
3^e trimestre 1975 Dépôt légal 42 447